

TIZI-OUZOU

Quelle solution pour les glissements de terrain de Aïn-El-Hammam et Tigzirt ?

Quelle solution pour les glissements de terrain de Aïn-El-Hammam et Tigzirt ? Les deux localités, éloignées et différentes l'une de l'autre, comme l'est la haute montagne du littoral, connaissent le même problème.

Le glissement de terrain constitue un sérieux handicap au développement des deux localités et il importe, pour les autorités locales comme pour les citoyens, d'en déterminer les causes et les remèdes le plus tôt possible afin de pouvoir faire des projections pour l'avenir. Le sort de ces deux communes à vocation touristique, l'une de montagne, l'autre balnéaire, est confié à un groupement de bureaux d'études pluri-disciplinaires, algéro-français chargé de dire quels sont les facteurs naturels et éventuellement humains à l'origine de ces glissements et quelles sont les solutions techniques et scientifiques capables de juguler ce sérieux

phénomène commun aux localités et de libérer leurs potentialités sur tous les plans. On a mis beaucoup trop de temps pour prendre conscience de ce phénomène pourtant aveuglant et des risques qu'il représente pour les constructions urbaines publiques et privées ainsi que pour les habitants dont les vies et les efforts sont exposés, souvent à leur insu, à l'instabilité du sol. La rareté du foncier et la spéculation immobilière font que, dans certaines communes, on construit n'importe où et n'importe comment tout en sachant que seules des études géotechniques et géophysiques permettent de distinguer les terrains constructibles

de ceux où les constructions sont soit limitées soit totalement interdites. Or à Aïn-El-Hammam, notamment, où le terrain est friable, constitué de schiste, la dénivelée importante, la pluviométrie et les sources d'eau abondantes, on en a pas tenu compte. On a fait de la politique, cédant aux sollicitations, aux dépens du technique et de la durée en construisant en hauteur là où on aurait dû le faire uniquement en horizontal. Sous l'effet des facteurs naturels évoqués plus haut et de l'action de l'homme, des pans entiers de la localité menacent de s'écrouler. A Tigzirt, c'est essentiellement le front de mer, de la station de traitement jusqu'à la daïra, qui est sujet au glissement de terrain, là aussi, sous les effets de facteurs naturels et de l'action de l'homme.

Le groupement de bureaux d'études choisi par la wilaya, qui semble, au vu de sa carte de visite présentée mardi 17 juin au niveau du secrétariat général, avoir les compétences et l'expérience nécessaires, a du pain sur la planche. Il a pour mission de collecter et d'analyser toutes les données sur les 580 ha de Aïn-El-Hammam et 160 ha de Tigzirt afin d'établir un diagnostic approfondi et élaborer des recommandations visant à stopper les glissements, et à stabiliser les terrains concernés. Il a un délai d'un an pour déterminer toutes les causes et proposer des solutions durables immédiatement applicables, pour les deux cas en question, pourvu que d'ici là les vents ne changent pas de direction.

B. T.

AZAZGA

Deux ans de prison ferme requis contre les 15 femmes du cabaret de Boubhir

Le parquet d'Azazga a requis deux ans de prison ferme contre les 15 femmes de différentes régions du pays, dont des mères célibataires et des orphelines, appréhendées dans la nuit de jeudi dernier par la gendarmerie d'Illoula Oumalou au cabaret de Boubhir (60 km à l'est de Tizi-Ouzou), rouvert il y a une vingtaine de jours.

Une peine globale, accueillie par des larmes, pour les femmes, dont l'une a crié «*hagara ! hagara !*» Accusées de délits liés à la prostitution, ces dernières ont clamé leur innocence tout au long du procès qui s'est déroulé en public.

Se basant sur le rapport de la gendarmerie, le juge, qui les a entendues les unes après les autres, a tenté tout au long du procès de démontrer la culpabilité des pensionnaires de ce cabaret qui active dans la clandestinité et dont les gérants seraient recherchés. Certaines d'entre elles ont des antécédents judiciaires, et l'une avait été condamnée à six mois de prison ferme pour création d'un lieu de débauche. A quelle période remonte leur présence dans ces lieux, combien elles touchaient et de quelle

manière, quels étaient leurs contacts, leurs tenues au moment des faits, si elles buvaient ou fumaient, si elles avaient déjà été condamnées pour un motif similaire? étaient autant de questions qui revenaient lors du procès. La plupart d'entre elles ont indiqué être là depuis une vingtaine de jours et toucher 3 500 DA par mois logées et nourries. Argument que la défense, représentée par six avocats, dont Me Chioulef Nawel du barreau d'Oran, a tenté de battre en brèche en plaidant l'acquittement pour absence de preuves matérielles puisque aucune des femmes n'a été surprise en flagrant délit. «Les gendarmes ont-ils trouvé ces femmes dans des chambres ? Quels sont les clients ? Elles sont venues ici comme d'autres partent ailleurs pour tenter leur chance», a plaidé l'avocate. Une autre avocate a martelé : «Serveuse dans un bar est un métier comme les autres sous d'autres cieux», tandis que l'un des autres avocats s'est interrogé sur la qualification du délit. Les pensionnaires ont justifié leur présence dans les lieux par des considérations socioprofessionnelles, comme barwomen ou

serveuses, réfutant les accusations d'entraîneuses ou d'aguicheuses sexuelles aux fins de racolage des clients dont aucun n'a été présenté à la barre. «Ces femmes se prostituaient-elles entre elles ?» avait ainsi ironisé Me Salem Kour de Draâ El Mizan alors que Me Idri a stigmatisé la société, le système éducatif et l'État. «L'une des accusées ne connaît même pas sa date de naissance !» Tout comme ils s'interrogent «sur les vrais coupables» et «les gérants des lieux, les hôtels, sur lesquels devrait s'axer l'action de la justice», a martelé entre autres l'avocate d'Oran.

Dans son réquisitoire, le procureur de la République n'a pas omis de distinguer les cercles de responsabilité dans cette affaire, rappelant que le gestionnaire des lieux, qui active dans la clandestinité, a été présenté au tribunal le Ramadhan dernier. Le verdict sera rendu dimanche prochain. Le juge rendra-t-il à son tour un verdict global ou tiendra-t-il compte du passé des filles dont certaines ont un casier judiciaire vierge ?

S. Hammoum

UNE SEMAINE DE PRÉVENTION AUTOUR DE LA SANÉ ET L'ENFANT À ORAN

Les gestes qui sauvent

Depuis le 21 juin et jusqu'au 26 se tient à Oran une semaine de prévention autour de la santé et de l'enfant.

Cette opération de sensibilisation initiée par la DSP avec la participation de certaines associations, des établissements publics de santé de proximité (EPSP), le Croissant-Rouge algérien..., a choisi de s'installer au niveau du square Port-Saïd, sur le front de mer. En effet, des stands et des tentes y ont été installés, permettant ainsi aux jeunes et aux mères de famille qui ont l'habitude de se retrouver sur cette placette de s'informer auprès des personnels

médicaux qui font l'animation. Plus particulièrement, c'est le stand du Croissant-Rouge qui a attiré beaucoup d'enfants avides de découvrir les gestes à effectuer pour les sauvetages, grâce à des démonstrations des bénévoles. Pour ce qui des EPSP, comme ceux de Haï Bouaâmama, Ghoualem..., chacun d'entre eux a choisi un thème à développer : la vaccination, l'hygiène et l'eau, le tabagisme... et ce, à l'appui de panneaux et d'affichettes.

L'un des sujets sensibles qui a été exposé et qui concerne directement l'enfant sont les accident domestiques. Malheureusement, les statistiques

présentées à cette occasion ne concernaient que l'année 2007. Néanmoins, nous apprenons que durant cette année il y a eu 8 291 accidents domestiques et que 43% d'entre eux concernaient des enfants âgés de 10 à 15 ans et 29% de 5 à 9 ans. Le plus souvent ces accidents se déroulent dans les chambres (30%) et dans la cuisine (20%). Les médecins veulent sensibiliser surtout les parents en les appelant à plus de vigilance en ajoutant qu'il y a quotidiennement 23 accidents domestiques, ce qui est important avec parfois des séquelles chez les enfants, les chutes (27%) et les brûlures (15%).

L'EHS pédiatrique de Canastel, qui s'est également mobilisé pour cette semaine de prévention, a choisi d'agir concernant l'allaitement maternel qui serait en régression, explique un médecin. Les Algériennes allaitant jusqu'à 6 mois ne serait que de 13%, ce qui est un taux très bas, l'un des plus bas par rapport à des pays de même niveau que l'Algérie. Et notre interlocuteur d'ajouter : «Souvent la belle-mère insiste pour que l'introduction du biberon se fasse, elle prend en charge cette tâche et reprend ainsi un rôle déterminant dans la famille, celui de s'occuper de l'enfant.»

Fayçal M.

Le directeur de l'hydraulique d'El-Tarf nous écrit

Suite à l'article de presse paru dans le quotidien *Le Soir d'Algérie* du 19 juin 2008, intitulé : «Alimentation en eau potable de la bande frontalière d'El-Tarf/La souveraineté nationale bafouée», j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les informations suivantes : La localité de Statir qui compte 890 habitants environ est alimentée normalement à partir du barrage Cheffia via la station de pompage de Berdjillette.

Les abonnés de cette mechta bénéficient tous de branchements individuels et font partie des abonnés de l'ADE. La localité de Sekhala ne compte pas plus de 40 familles qui s'approvisionnent en eau potable à partir d'une source naturelle quotidiennement en hiver et à raison d'un jour sur deux en été.

D'après les citoyens avec lesquels nous nous sommes entretenus sur site, aucun Algérien ne s'est jamais approvisionné en eau au-delà des frontières et n'a eu à subir les inconvenances citées dans l'article tendancieux voulant faire croire à une atteinte

supposée de notre souveraineté nationale. De l'autre côté des frontières, la population tunisienne, éparsée et à caractère rural, s'approvisionne à partir de fosses creusées dans le lit de l'oued appelée communément «ghobn» ou «jabia» et de ce fait ne pourrait jamais être d'un grand secours à notre population de Sekhala si elle venait à manquer d'eau.

En été, lorsque le lit de l'oued est asséché, ces mêmes Tunisiens sont astreints d'aller chercher l'eau encore plus loin dans une école de la région (territoire tunisien). Quant à la mechta de Seliana, il y vit environ 30 familles qui s'approvisionnent en eau potable à partir de puits domestiques et individuels.

Dans le but d'améliorer l'AEP de ces trois mechtas, les localités de Seliana, Anneb et Sekhala, situées dans la commune de Bouhadjar, précisément sur les frontières algéro-tunisiennes ont bénéficié d'une opération d'alimentation en eau potable à partir de la conduite de transfert Cheffia-Bouhadjar. Le projet achevé est en cours d'essai actuellement, la

localité de Anneb est alimentée par le moyen de quatre bornes fontaines 24 heures sur 24. La localité de Sekhala, objet de l'article de presse, où l'eau est arrivée le jeudi 19 juin 2008 à 10h 31 mn, a aussi bénéficié de ce projet et se trouve alimentée en eau potable depuis le vendredi 20 juin 2008. Seliana, aussi, sera renforcée en eau incessamment, par le biais d'une borne fontaine, une fois les essais, en cours et qui tirent à leur fin, achevés.

Enfin, je voudrais porter à votre connaissance que l'auteur de l'article n'a pas remarqué et n'a pas trouvé intéressant de signaler que la localité de Zitouna, qui, depuis 1962 était alimentée en eau potable à raison d'un jour sur quinze, voire sur vingt, vient d'être soulagée à vie, par la mise en service du projet de renforcement de cette localité (Zitouna) à partir des réservoirs d'El tarf depuis plus de 20 jours, à la grande satisfaction et joie de la population.

Le directeur

BOUIRA

Du gaz de ville pour Ath-Laâziz

Bonne nouvelle pour les citoyens de la commune d'Ath-Laâziz. Cette commune située pourtant seulement à 7 km au nord du chef-lieu de wilaya, mais qui ne dispose pas de gaz de ville, vient d'être inscrite pour l'année 2009 au même titre que huit autres chefs-lieux de commune comme Ahl-Ksar, Haïzer, Taghzout, Aïn Laloui, Khabouzia, Bir-Ghbalou, Aïn Turk et Raouraoua.

Cette nouvelle a été donnée ce samedi par le président de l'APW, Gaci Abdelkader, lors d'une entrevue avec le délégué du comité citoyen des Ath Laâziz, Eulmi Arezki, communément appelé *ammi* Arezki.

Lors de cette entrevue, le P/APW a rassuré le délégué quant à la prise en charge de ce problème par la wilaya et lui a même révélé que lors d'un conseil de wilaya tenu la semaine dernière par le nouveau wali, Bouguerra Ali, des décisions ont été prises pour installer des axes sur lesquels plusieurs communes pourront être alimentées en gaz de ville ; au lieu de la méthode suivie jusque-là et qui consiste à alimenter des communes séparément. D'ailleurs, au sujet du gaz de ville et pour que la wilaya ait une nouvelle vision d'ensemble, le nouveau wali aurait même décidé de transférer l'argent initialement alloué pour l'aménagement urbain, soit plus de 450 milliards de centimes, pour l'alimentation en gaz de ville de tous les chefs-lieux de commune mais aussi des principaux centres urbains et périurbains, ainsi que les autres agglomérations importantes.

Y. Y.

BLIDA

Un baron de la drogue sous les verrous

Les éléments de la section de recherches du groupement de la gendarmerie de Blida a réussi, tout récemment, un coup de filet en saisissant 12,5 kg de kif traité dans la commune de Ouled Yaïch, 5 km au nord de Blida. Cette opération, fruit d'une minutieuse filature, a permis aux gendarmes d'arrêter deux dealers réputés dans le commerce en gros de la résine de canabis. En effet, c'est après avoir suspecté un mouvement pas très ordinaire du mis en cause — il a été remarqué qu'il utilisait le camion d'une société de fabrication de plastique uniquement pendant les heures de la prière du vendredi —, que les gendarmes ont procédé à leur arrestation. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Blida, les deux dealers ont été écroués. Il y a lieu de signaler qu'un troisième complice est toujours en fuite.

M. B.